

La guerre, nouvel horizon de l'économie mondiale



La directrice générale du Fonds monétaire international, Kristalina Georgieva, à Washington, le 9 avril. HEATHER DIEHL/AFP

○

Julien Bouissou

Le FMI s'alarme de la multiplication des conflits, alors que les niveaux de dette publique limitent les marges de manœuvre

Le constat est glaçant. « *Le nombre de conflits actifs a récemment bondi et a atteint un niveau inédit depuis la fin de la seconde guerre mondiale* », écrit le Fonds monétaire international (FMI) dans son rapport phare consacré aux perspectives économiques mondiales, publié à l'occasion de ses réunions de printemps qui débutent à Washington lundi 13 avril. L'institution en tire cette conclusion : le temps des guerres à répétition s'installe et l'économie mondiale doit s'y préparer.

A Washington, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du monde entier vont, jusqu'au samedi 18 avril, se pencher en priorité sur les conséquences de la guerre au Moyen-Orient. Malgré un cessez-le-feu fragile entre les Etats-Unis et l'Iran, le détroit d'Ormuz reste toujours sous contrôle iranien et la réparation des sites de production et de gaz endommagés dans les pays du golfe Arabo-Persique va durer des mois, voire des années.

La directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, a évoqué, jeudi 9 avril, un « *choc de l'offre* » qui est « *de grande ampleur* », du fait d'un recul des approvisionnements en pétrole et en gaz dans le monde de respectivement 13 % et 20 %, mais aussi « *mondial* », avec des perturbations qui se propagent aux chaînes d'approvisionnement de la planète, et enfin « *asymétrique* ». L'impact sur chaque pays varie en fonction de sa « *proximité* », selon qu'il soit importateur ou exportateur d'hydrocarbures et s'il a les marges de manœuvre budgétaires pour absorber ce choc.

La croissance mondiale devrait être revue légèrement à la baisse pour 2026 alors que les économistes du FMI, qui publient leurs prévisions mardi 14 avril, anticipaient, juste avant les premiers bombardements américano-israéliens en Iran fin février, une hausse. Les pays à bas revenu seront les plus touchés par les conséquences de la guerre au Moyen-Orient, en particulier les plus endettés et ceux qui importent des hydrocarbures. D'après les projections du FMI, les demandes d'assistance financière des pays en proie à un grave déficit de leur balance des paiements devraient être comprises entre 20 milliards et 50 milliards de dollars (42,6 milliards d'euros). L'institution affirme « *disposer de ressources suffisantes pour faire face à ce choc* ». La Banque mondiale s'est aussi voulue rassurante en se disant prête, de son côté, à accorder des prêts allant jusqu'à 70 milliards de dollars ces six prochains mois, à travers son guichet « *crisis response window* » (« mécanisme de réponse aux crises »).

Questions inimaginables

Le FMI redoute surtout l'imminence de nouveaux conflits ou désastres. « *Si, comme nous l'espérons tous, le conflit se termine bientôt, soyez sûr que, d'ici peu, un nouveau choc surviendra* », a avancé Kristalina Georgieva lors d'une conférence donnée à Tokyo, le 9 mars, quelques jours seulement après les premiers bombardements en Iran. Non seulement les guerres se rapprochent des économies occidentales, que ce soit en Ukraine ou dans le Golfe, qui les irrigue d'hydrocarbures, mais elles se multiplient.

Le FMI observe ainsi que « *près de 45 % de la population mondiale vit dans des pays touchés par des conflits ou des guerres civiles* ». Quand ce n'est pas la guerre qui pousse les pays à se réarmer, c'est la montée des tensions géopolitiques. Sur la période 2020-2024, la moitié des pays dans le monde ont augmenté leurs budgets de défense et, en 2024, près de 40 % y consacraient plus de 2 % de leur produit intérieur brut (PIB), contre seulement 27 % des pays en 2018.

Ces dépenses militaires redessinent le visage de l'économie mondiale. Le FMI, qui jusque-là était plutôt habitué à mesurer les conséquences économiques du réchauffement climatique ou à évaluer les risques de crise financière, doit se poser des questions inimaginables il y a encore quelques années : « *Quels sont les effets à court et long terme des guerres sur la production d'un pays ?* » ; « *comment les économies redécollent-elles après la guerre ?* » ; ou encore « *Est-ce que le boom des dépenses militaires réduit les autres postes budgétaires, dans le secteur social par exemple ?* » ; et enfin « *Les effets sont-ils les mêmes dans les économies émergentes ou développées ?* ».

Les économistes du FMI ont pour cela analysé plusieurs pays en guerre. En Ukraine, ils ont observé que la numérisation de l'économie avait permis à l'activité de se poursuivre malgré la destruction des infrastructures. Au Rwanda, ils constatent que la reprise après le génocide de 1994 a été facilitée par une meilleure collecte fiscale, une importante aide financière extérieure ou encore une restructuration de la dette. « *Les pertes de production dans les pays en conflit sont profondes et durables, et dépassent généralement celles qui surviennent après des crises financières ou des catastrophes naturelles graves* », souligne le FMI. Les conséquences ne se limitent pas au pays lui-même, mais s'étendent aussi à ses voisins ou à ses partenaires commerciaux.

Ces dépenses militaires vont alourdir un peu plus encore la dette publique tout en creusant les déficits, obligeant les Etats à mener des arbitrages budgétaires d'autant plus difficiles, qu'« *il y a dans le monde un problème avec les marges de manœuvre budgétaires* », a souligné Kristalina Georgieva jeudi.

Les dépenses publiques se sont envolées ces dernières années pour amortir les chocs de la pandémie de Covid-19, de l'invasion russe en Ukraine, de l'offensive protectionniste déclenchée par les Etats-Unis, et maintenant de la crise dans le Golfe. Mais pour combien de temps encore ?

Le monde n'a jamais affronté une crise comme celle du Moyen-Orient avec une dette publique aussi élevée. « *La dette publique mondiale a atteint 93,9 % du PIB en 2025 et devrait dépasser les 100 % d'ici à 2028. Un niveau jamais observé en temps de paix, ce qui représente un tournant pour la politique économique et pour la vie politique en général* », avertissent plusieurs responsables du FMI dans un article publié en mars. Avec la hausse des taux d'intérêt, le remboursement de la dette est devenu un fardeau de plus en plus lourd. Ainsi, il représente à lui seul 4,2 % du budget américain en 2025, soit davantage que le budget de la défense, contre 2 % avant la pandémie.

« **Compétition féroce** »

Ces nouveaux risques compliquent la mission du FMI, censé venir en aide aux pays en difficulté tout en limitant les effets de contagion, et surveiller les risques partout dans le monde. « *Le choc provoqué par la fermeture du détroit d'Ormuz sur les chaînes d'approvisionnement mondiales n'a pas une cause économique mais géopolitique, ce qui limite la capacité d'action des institutions de Bretton Woods* », estime Hung Tran, ancien directeur adjoint au FMI et chercheur associé au think tank américain Atlantic Council. De fait, les recommandations du FMI sur la politique monétaire ne peuvent pas grand-chose contre l'inflation lorsque c'est la fermeture d'Ormuz qui entraîne la flambée des cours du pétrole.

Le FMI se retrouve ainsi coincé dans la position de spectateur. « *Pour l'heure, il convient d'attendre tout en étant vigilant* », a d'ailleurs affirmé Kristalina Georgieva jeudi, en conseillant aux banques centrales, inquiètes d'une poussée inflationniste, de ne pas se précipiter pour durcir leur politique monétaire. Ses conseils seront-ils suivis ?

Certains économistes regrettent que l'institution réserve ses conseils et diagnostics parfois sévères aux pays à faible revenu, plutôt qu'aux nations riches et développées, notamment sur leur niveau de dette et de déficit. « *Le FMI, sous la direction de Kristalina Georgieva, a préféré ne pas froisser les pays riches en évitant de les alerter publiquement sur leurs fragilités macroéconomiques quitte à affaiblir sa mission de surveillance*, regrette Martin Mühleisen, ancien directeur du département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI. *Car le fonds avait besoin d'eux pour se recapitaliser et augmenter son assistance aux pays à bas revenu.* »

Les tensions géopolitiques fragilisent aussi le FMI. « *Si des Etats-clés comme la Chine et les Etats-Unis se livrent une compétition féroce, ne se font pas confiance et ne coopèrent pas, alors cela limite l'efficacité du FMI* », observe Hung Tran. Records de dette publique, cessez-le-feu fragile dans le détroit d'Ormuz et multiplication des chocs économiques : Kristalina Georgieva a confié à l'agence Bloomberg que son message aux dirigeants réunis la semaine du 13 avril à Washington serait le suivant : « *Attachez vos ceintures.* »

Die Märkte befinden sich im Bann des Ölpreises

Nach dem Scheitern der Verhandlungen zwischen den USA und Iran fürchten Investoren eine Stagflation

MICHAEL FERBER

Die gescheiterten Gespräche zum Iran-Krieg sowie die von US-Präsident Donald Trump angekündigte Blockade der Strasse von Hormuz sorgen für Verunsicherung an den Finanzmärkten. Die Nervosität stieg am Montag noch, nachdem Iran angekündigt hatte, alle Häfen im Persischen Golf und in der Nähe ins Visier zu nehmen, wenn seine Schiffslandestellen bedroht würden. In der vergangenen Woche hatten sich die USA und Iran noch auf einen zweiwöchigen Waffenstillstand geeinigt.

«Dass die Verhandlungen am Wochenende abgebrochen wurden, ohne dass ein neuer Termin vereinbart wurde, ist kein gutes Zeichen», sagt Gero Jung, Leiter der Anlagestrategie bei der Walliser Kantonalbank. «Nun ist die Unsicherheit weiter da, und die Finanzmärkte mögen keine Unsicherheit.» Der Waffenstillstand sei ultrafragil, und für eine Entwarnung sei es viel zu früh, sagt auch Thomas Rühl, der Anlagechef der Schwyzer Kantonalbank (SZKB).

Erdölpreise schiessen hoch

Dies zeigt sich vor allem an den Ölpreisen. Nach dem Scheitern der Verhandlungen schossen sie in die Höhe, der Preis für die Nordseesorte Brent legte um mehr als 7 Prozent zu und notierte am Montagabend bei 102 Dollar pro Fass. Die 100-Dollar-Marke gilt immer wieder als psychologisches Signal.

«Jeder Trade an der Börse ist momentan ein Öl-Trade», sagt Rühl. Dies habe an den Finanzmärkten auch zu den Zeiten der Ölkrisen gegolten, und nun sei es wieder so. Öl und Gas steckten in vielen Gütern und Dienstleistungen, deshalb habe der Ölpreis grosse Bedeutung für die weitere Entwicklung der Weltwirtschaft. Folglich hänge auch vieles von der Passierbarkeit der Strasse von Hormuz und vom Zustand der Energieinfrastruktur im Nahen Osten ab. Letztere sei indessen im Krieg erheblich beschädigt worden, sagt Rühl. Deshalb werde sich die Lage nicht schnell normalisieren.

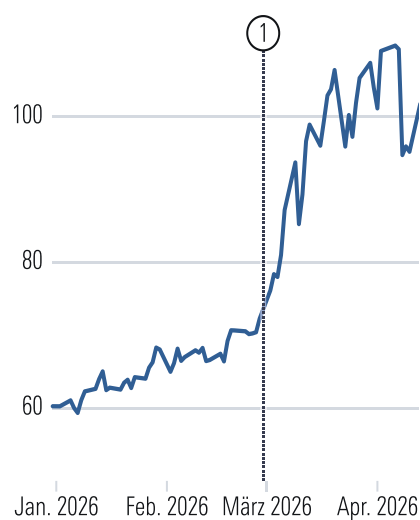
Hohe Energiepreise wirken sich negativ auf das Wachstum der Weltwirtschaft aus und erhöhen ausserdem die Inflation. Rühl sieht steigende Gefahren für die Entwicklung einer Stagflation – also eine stagnierende Wirtschaft bei gleichzeitig höheren Teuerungsraten. «Für Finanzanlagen sind Stagflationsszenarien meistens sehr schädlich», sagt er. Folglich habe die SZKB die Übergewichtung von Aktien aufgehoben und positioniere sich defensiver.

Börsen bilden sich zurück

Am Montag gaben die Aktienbörsen in der Schweiz und in Europa nach. Das

Brent-Öl wird wieder teurer

Preis für ein Fass, in Dollar



① Start des Iran-Kriegs

Der SMI reagiert verschreckt

Swiss-Market-Index, in Punkten



① Start des Iran-Kriegs

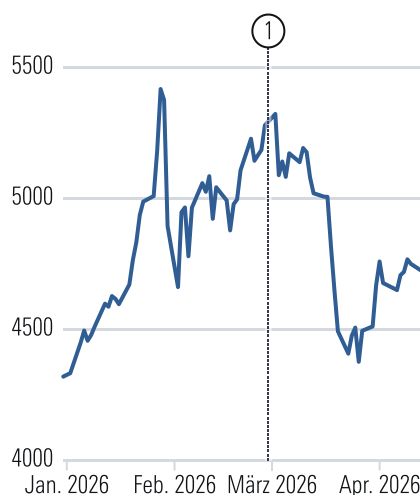
Schweizer Standardwerte-Barometer SMI verlor zeitweise 0,8 Prozent, schloss dann mit einem Minus von 0,2 Prozent. Der Index der 50 grössten kotierten Unternehmen der Euro-Zone, der Euro-Stoxx 50, lag mit 0,4 Prozent im Minus.

Dabei dürfte auch die jüngste aggressive Rhetorik vonseiten Irans eine Rolle spielen. «Es deutet einiges darauf hin, dass die Spannungen in den kommenden Tagen weiter zunehmen», sagt Jung.

«Angesichts der vorhandenen Unsicherheit ist der Effekt auf die Aktienbörsen aber noch relativ limitiert», sagt er. Einer der Gründe hierfür sei, dass viele Investoren in der vergangenen Woche nicht darauf gewettet hätten, dass

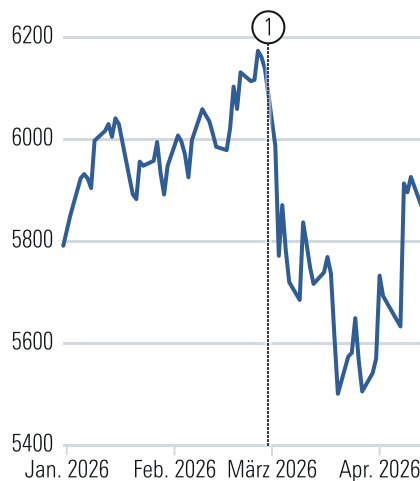
Der Goldpreis pendelt sich auf niedrigerem Niveau ein

Preis für eine Feinunze, in Dollar



Europäische Aktien geben nach

Euro-Stoxx 50, in Punkten



Hohe Energiepreise wirken sich negativ auf das Wachstum der Weltwirtschaft aus und erhöhen ausserdem die Inflation.

Der Dollar legt gegenüber anderen Währungen zu

Dollar-Spot-Index, in Punkten



NZZ / feb.

Renditen von US-Bonds steigen

In Prozent



NZZ / feb.

die Verhandlungen zwischen den USA und Iran am Wochenende einen Durchbruch bringen würden – folglich hielten sie sich im Vorfeld auch mit Aktienkäufen zurück und müssten diese nun nicht rückgängig machen. «Die meisten Marktteilnehmer haben sich trotz der Feuerpause skeptisch gezeigt», sagt Jung. Auch Rühl sieht einige Hürden auf diesem Weg: «Die beiden Seiten sind sehr weit auseinander.»

Der Dollar erstarkt

Derweil hat der Dollar seit dem Ausbruch des Iran-Kriegs gegenüber vielen anderen Währungen zugelegt. Der

Dollar-Index – ein Barometer, das den Wert der amerikanischen Währung gegenüber einem Korb von internationalen Devisen angibt –, ist seit dem Beginn des Kriegs Ende Februar um 1,4 Prozent auf 99 Punkte gestiegen. Viele Investoren sähen die amerikanische Währung immer noch als sicheren Hafen, sagt Jung. Dies sei typisch für Zeiten mit erhöhten geopolitischen Spannungen. «Darin zeigt sich klar die derzeitige Risikoaversion der Investoren», sagt er.

Rühl sieht indessen einen anderen Hauptgrund für den jüngst stärkeren Dollar – Öl wird in Dollar gehandelt, und die Preise für den Rohstoff haben stark zugelegt. Zudem hätten die höheren Energiepreise den Phantasien vieler Marktteilnehmer, die US-Notenbank Federal Reserve könnte bald die Zinsen senken, einen Dämpfer erteilt.

Auch die jüngsten Inflationszahlen aus den USA sprechen gegen eine baldige Lockerung. Im März ist die Inflationsrate in den USA auf 3,3 Prozent gestiegen, im Februar hatte sie noch 2,4 Prozent betragen. Als Hauptfaktor hierfür gelten die gestiegenen Benzinpreise. Laut der VP Bank ist der Preis für eine Gallone Benzin in den Vereinigten Staaten im März im landesweiten Durchschnitt gegenüber Ende Februar um rund 40 Prozent gestiegen.

Ein Grund für den stärkeren Dollar könnten auch die Renditen von amerikanischen Staatsobligationen sein. Diese seien für viele Investoren attraktiv, sagt Jung. Zehnjährige amerikanische Staatspapiere brachten am Montag eine Rendite von 4,33 Prozent. Als Schuldner seien die USA indessen mit dem Iran-Krieg keineswegs sicherer geworden, sagt Rühl. Vielmehr ist die amerikanische Staatsverschuldung durch die hohen Ausgaben für den Krieg noch gestiegen.

Goldpreis erneut schwächer

Der Goldpreis hat sich indessen seit dem Ausbruch des Kriegs anders entwickelt, als viele erwartet hatten – er hat deutlich nachgegeben. Am Montag sank der Preis für das Edelmetall bis zum Abend erneut um 0,7 Prozent auf 4715 Dollar pro Feinunze. Anfang März hatte der Preis noch bei 5322 Dollar gelegen. Als einer der Gründe hierfür gilt der Liquiditätsbedarf von Investoren zu Beginn des Iran-Kriegs, weil sie mit riskanten Anlagen wie Aktien Verluste gemacht haben. Viele dürften nach dem steilen Anstieg des Goldpreises in der Zeit davor auch Gewinne mitgenommen haben.

Rühl sieht als Sondereffekt auch Goldverkäufe der türkischen Zentralbank. Diese habe Goldreserven veräussert, um die türkische Lira vor den Schwankungen, die der Iran-Krieg mit sich gebracht habe, zu schützen.

Le mystérieux créateur du bitcoin aurait été démasqué

Enquête du «New York Times» Adam Back est pointé du doigt. La figure britannique du monde des cryptomonnaies nie et dénonce des «biais de confirmation».

Steve Tenré «Le Figaro»

L'identité du mystérieux Satoshi Nakamoto, père du bitcoin, a-t-elle enfin été révélée? Après dix-huit ans d'investigation populaire, le «New York Times» a publié une enquête-fleuve dans laquelle il assure que derrière ce pseudo à consonance japonaise se cache, en réalité, un Britannique: Adam Back. Ce cryptographe, âgé de 55 ans, est d'ores et déjà une figure du monde des cryptomonnaies, puisqu'il est le fondateur et patron de Blockstream, une entreprise de la blockchain.

L'enquête du «New York Times», écrite par le lauréat du Prix Pulitzer John Carreyrou, s'est étendue sur une longue année. Le journaliste dit avoir commencé à enquêter après la diffusion en 2024 d'un documentaire de HBO, intitulé «Money Electric: The Bitcoin Mystery», et déjà consacré à la recherche de l'individu derrière Satoshi Nakamoto.

À l'époque, le réalisateur du documentaire, Cullen Hoback, avait rencontré divers suspects, dont Adam Back, à Riga, en Lettonie. Son attitude, filmée, avait alors interpellé le journaliste du «New York Times». «À la mention de son propre nom, Adam Back se tendit, nia vigoureusement être Satoshi et demanda que la conversation reste discrète. Ayant rencontré ma part de menteurs et développé une certaine maîtrise de leurs indices, l'attitude de Back – ses yeux fûtés, son rire maladroit, le mouvement saccadé de sa main gauche – m'a paru louche.»

Un vocabulaire particulier

Le Prix Pulitzer s'est ensuite lancé dans de vastes investigations, fouillant en long, en large et en travers des courriels rendus publics, des bases d'archives et moult publications. Il a notamment analysé des correspondances de Nakamoto, dont l'une avec un programmeur finlandais, Martti Malmi, également impliqué dans la création du bitcoin, avant de découvrir que Satoshi mélangeait «l'orthographe britannique avec des expressions américaines».

Parmi les mots que Satoshi utilisait particulièrement souvent, les termes *dang*, *backup*, *human friendly*, *on principle*, *burning the money*, *hand tuned*, *a menace to the network*... «En utilisant



Des sculpteurs et d'autres contributeurs ont dévoilé la statue en bronze de Satoshi Nakamoto, le mystérieux inventeur de la monnaie virtuelle bitcoin, à Budapest en 2021. AFP/Attila Kisbenedek

«À la mention de son propre nom, Adam Back se tendit et nia vigoureusement être Satoshi. Ayant rencontré ma part de menteurs et développé une certaine maîtrise de leurs indices, l'attitude de Back m'a paru louche.»

John Carreyrou

Lauréat du Prix Pulitzer et auteur de l'enquête autour du créateur du bitcoin

la fonction de recherche sur X, j'ai vérifié si l'une des personnes souvent citées comme étant Satoshi utilisait ces termes. Seule une personne les employait presque tous: Adam Back», écrit le «New York Times».

Intérêt pour l'anarchisme

John Carreyrou découvre également que Satoshi a fait partie de Cypherphunk, un groupe d'anarchistes des années 90 et spécialisé dans le cryptage des données... tout comme le cryptographe. «Plus important encore, Adam Back avait inventé Hashcash, un système statistique de résolution d'énigmes que Satoshi avait emprunté pour le minage de bitcoins. Satoshi avait cité Back et Hashcash dans son livre blanc», poursuit John Carreyrou.

Après avoir interrogé six anciens collègues d'Adam Back, le journaliste le rencontre une première fois à Las Vegas dans le cadre d'une «enquête sur le bitcoin», et apprend à le connaître, évoquant notamment son passé et son intérêt pour la défense des droits humains et la «protection des fichiers contre la surveillance gouvernementale». «Le passe-temps de Back en master implique la même technique cryptographique que Satoshi avait réutilisée», note d'ailleurs John Carreyrou.

L'enquête, particulièrement fournie, enchaîne les indices et les prétendus éléments de preuves, et cite d'ailleurs un élément troublant: alors que le journaliste du «New York Times» le confronte au sujet d'une citation de Satoshi («Je suis meilleur avec le code qu'avec les mots»), Adam Back commet un lapsus, et répond: «J'ai pourtant beaucoup bavardé sur ces listes». «Pendant quelques secondes, Back avait laissé tomber le masque et s'était transformé en Satoshi», selon Carreyrou.

«Je ne sais pas non plus qui est Satoshi»

Après la publication de l'enquête, Adam Back a réagi sur X ce 8 avril, martelant qu'il «n'était pas Satoshi», évoquant des «biais de confirmation» et une série de «coïncidences». «Je ne sais pas non plus qui est Satoshi, et je pense que c'est une bonne chose pour le bitcoin que personne ne le sache, car cela permet au bitcoin d'être perçu comme une marchandise numérique mathématiquement rare.»

Swissport délocalise des postes administratifs de Suisse en Bulgarie

Économie L'aéroport de Genève est concerné par «des ajustements» de la multinationale, alors qu'un partenariat est en cours avec l'Office cantonal de l'emploi.

Adriana Stimoli
Luca Di Stefano

Au sein de Swissport, des postes administratifs pour la gestion de services aéroportuaires sont délocalisés à Sofia, en Bulgarie. Révélée par la RTS, la mesure prise par la multinationale touche des salariés des services de planification des aéroports de Genève, Zurich et Bâle. «Ces ajustements concernent 17 collaborateurs sur un total de 4 400 en Suisse», confirme l'entreprise. À Cointrin, quatre postes sont touchés. Les personnes concernées se sont vues proposer des postes en interne, au sein de leur station actuelle, précise Swissport.

Les raisons? «Certaines tâches administratives, notamment liées à la planification des effectifs et aux ressources humaines, ont été progressivement intégrées depuis 2023 dans un modèle de centre de services partagés. Ce dispositif s'appuie sur des équipes basées en Suisse, en Espagne et en Bulgarie»,

indique Swissport. L'entreprise employant 65 000 personnes dans le monde entier dit «adapter en permanence son modèle opérationnel afin de rester compétitive dans un environnement aéronautique dynamique et fortement soumis à la pression des coûts».

Partenariat avec l'État

À Genève, la révélation de cette information fait grincer des dents. À la fin de l'année 2025, l'Office cantonal de l'emploi genevois (OCE) et Swissport communiquaient la signature d'un partenariat pour le lancement d'un programme de formation et d'intégration professionnelle pour les demandeurs d'emploi. Nommée «Take off» (décollage), la collaboration a débuté en 2026 et combine pratique et théorie pour des métiers des services aéroportuaires pendant six mois. Les quatorze premiers candidats ont été sélectionnés en novembre et ont entamé leur stage en janvier.



Les délocalisations concernent un total de 17 postes en Suisse, dont quatre à Genève. Imago/Eventpress-Jeremy Knowles

Que dit le Département genevois de l'économie et de l'emploi (DEE) de ces délocalisations de la part d'un partenaire? La réponse des services de Delphine Bachmann est mesurée.

S'ils qualifient tout départ d'emploi de «regrettable», ils rappellent que Swissport est une entreprise privée et que sa décision relève de la liberté d'entreprendre. Quant au programme

avec l'OCE, «il montre l'attachement de Swissport à Genève», selon le département.

«Choquant» pour les syndicats

Du côté des syndicats, le ton est tout autre. Conseiller national socialiste genevois et président du Syndicat des services publics (SSP), Christian Dandrès s'interroge sur le «timing» de cette réorganisation: «Est-ce que le travail des personnes concernées par les délocalisations va être exécuté par des chômeurs en réinsertion avec le soutien financier de l'assurance chômage?»

Cette question, nous l'avons posée à Swissport qui réfute catégoriquement: «Le programme Take Off concerne les opérations et non la planification», détaille une porte-parole de l'entreprise.

Quoi qu'il en soit, «il est choquant qu'une entreprise suisse qui voit ses bénéfices en hausse

signe une convention avec l'État pour faire travailler des chômeurs et délocalise en même temps en Bulgarie où les salaires sont très bas», ajoute Christian Dandrès.

Après les vagues de délocalisations dans le secteur de l'aviation d'il y a dix ans, un mouvement similaire est-il à craindre? «Nous ne voyons pas une dynamique de transferts massifs», répond l'élu genevois. Mais ce secteur repose sur un modèle basé sur des logiques de libéralisation et de sous-enchère.»

Selon les dernières données à disposition, la multinationale Swissport a réalisé un chiffre d'affaires de près de 3,5 milliards de francs en 2024, affichant une croissance de +11 % par rapport à l'année précédente. Depuis la fin de la pandémie de Covid-19, le secteur des services aéroportuaires peut s'appuyer sur le rebond de l'aviation dopé par la forte demande mondiale.

Mailand ist das neue Dubai für die Superreichen

Konkurrenz für die Schweiz Steuerprivilegien machen Italien zu einem Magneten für Vermögende. 3600 Millionäre zogen 2025 ins Land – die Hälfte von ihnen nach Mailand. Das hat drastische Folgen für den Immobilienmarkt.



Die enorme Nachfrage lässt die Luxusimmobilien in Mailand immer teurer werden – geschätzt werden kosmopolitischer Charakter, Wirtschaftszentrum und Kulturangebot. Foto: Getty

Frédéric Thomasset

Im Wettlauf um die Gunst der Multimillionäre positionieren sich zwei ungleiche Rivalen: Dubai und Italien. Während die Wüstenmetropole derzeit mit Instabilität kämpft, lockt Italien mit Lebensqualität, Destinationen mit Postkartenidylle – Comersee, Costa Smeralda, Portofino – und Trendmetropolen. Aufgrund der Unruhen im Nahen Osten könnte Italien nun Dubai als neue Heimat der Reichen übertrumpfen. Der Immobilienmarkt dient dabei als präziser Gradmesser für diese globalen Kapitalströme.

Marco Garbuglia, Managing Partner bei der Luxusimmobilienagentur Barnes in Mailand, zeigt sich hochzufrieden mit der Entwicklung. Mehrere Studien weisen auf einen explosionsartigen Preisanstieg im Mailänder Immobilienmarkt innerhalb von nur vier Jahren. «Wir sprechen von einem Anstieg um 40 bis 50 Prozent», sagt Garbuglia. Damit ist Mailand heute der Hauptnutznießer einer attraktiven Steuerregelung, welche die italienische Regierung 2017 einführte.

Ziel der Massnahme: vermögende Ausländer ins Land locken. Sah die ursprüngliche Fassung der sogenannten Flat Tax noch eine Pauschalbesteuerung von 100'000 Euro auf sämtliche im Ausland erzielten Einkünfte vor, wurde die Obergrenze 2024

auf 200'000 Euro und 2026 auf 300'000 Euro angehoben. Ein entscheidender Vorteil gegenüber der Schweizer Pauschalbesteuerung: Die italienische Variante erlaubt explizit die Ausübung einer Erwerbstätigkeit im Land.

Neuzuzüger profitieren von Pauschalbesteuerung

Dank der äusserst wettbewerbsfähigen Bedingungen ist es Italien gelungen, die Gunst der Superreichen zu gewinnen. Zahlen des italienischen Rechnungshofs belegen für den Zeitraum zwischen 2020 und 2023 rund 4000 Neuzuzüger, die von der Pauschalregelung profitieren. Laut einem Branchenreport von Henley & Partners zu globalen Vermögenswanderungen zogen im Jahr 2025 schätzungsweise 3600 Millionäre nach Italien – ein Zuwachs, der das Land weltweit auf den dritten Rang katapultiert, direkt hinter den Vereinigten Arabischen Emiraten und den USA. Die neue Bevölkerungsgruppe bringt ein geschätztes Vermögen von 21 Milliarden Dollar ins Land. Die Schweiz landet mit 3000 Zuzüglern auf dem vierten Platz.

Laut Marco Garbuglia hat sich rund die Hälfte der Zugezogenen in Mailand niedergelassen. «Sie sind vom kosmopolitischen Charakter der Stadt, ihrem wirtschaftlichen Zentrum und dem kulturellen Angebot begeistert», so Garbuglia. Die steigende Nach-

Angesichts der Ansprüche der neuen Klientel verändern sich Stadtviertel und Immobilienangebot.

frage im Premiumsegment hat die Quadratmeterpreise in die Höhe schnellen lassen. «Der Durchschnittspreis in diesem Segment liegt mittlerweile zwischen 25'000 und 30'000 Euro.»

Angesichts der Ansprüche dieser neuen Klientel verändern sich sowohl die Stadtviertel als auch das Immobilienangebot. «Wir haben es mit Menschen zu tun, die grosszügige Wohnungen zwischen 250 und 500 Quadratmetern suchen. Während Italiener und Italienerinnen früher auch Liegenschaften kauften, um sie selbst zu renovieren, verlangen ausländische Kunden heute bezugsbereite Immobilien, die dem aktuellen Zeitgeist entsprechen

und einen sofortigen Einzug ermöglichen.»

Anderswo im Land ist dieser Trend weniger ausgeprägt, doch die «im Vergleich zu Nordeuropa niedrigeren Preise können Investoren anziehen», wie Luca Pietro Ungaro, Business Development Manager bei Barnes Italien, betont. Venedig, Rom, Florenz oder auch Cortina d'Ampezzo erweisen sich dabei als besonders wertstabil. «In den letzten fünf Jahren flossen sehr umfangreiche Investitionen in die Luxushotellerie. Dies ist in der Regel jener Sektor, der sich als erster bewegt. Es folgen Dienstleistungen und Infrastrukturen, die von öffentlichen Einrichtungen entwickelt werden und langfristigen den Zuzug neuer Einwohner und Einwohnerinnen fördern.»

Ein Investorenvisum gilt ab 250'000 Euro

Italien ergänzt sein steuerliches und rechtliches Instrumentarium für Vermögende zudem durch ein Investorenvisum, das in den Medien bisher weniger Beachtung fand. Dieser Status ermöglicht es Personen mit Wohnsitz ausserhalb des Schengen-Raums, sich in Italien niederzulassen – vorausgesetzt, sie investieren mindestens 250'000 Euro in ein lokales Unternehmen. Eine Massnahme, die ihre Wirkung auf dem Immobilienmarkt und darüber hinaus entfaltet.

«Die Ankunft neuer Millionäre und Millionärinnen bedeutet nicht zwangsläufig, dass auch deren Vermögen nach Italien verlagert wird», gibt Alessandro Cianci, Leiter der Vermögensplanung bei der Bank Edmond de Rothschild, zu bedenken. «Das Investorenvisum hingegen begünstigt die Eröffnung eines Kontos in Italien, um Investitionen bestmöglich zu verwalten zu können.»

Stehen denn die Schweiz und Italien bei der Gewinnung von Multimillionären in direkter Konkurrenz zueinander? Carine Cianfarani, Leiterin der Marken- und Lizenzentwicklung bei Barnes in Genf, räumt ein, dass mittlerweile rund 10 Prozent ihrer Kundschaft aus der Schweiz stammen und die Anfragen im Hinblick auf einen Umzug zunehmen. Dennoch betonen alle befragten Experten, dass sich die beiden Systeme gegenseitig ergänzen. «In Mailand sind die Zugezogenen oft Berufstätige wie Führungskräfte oder Partner bei Private-Equity-Fonds, da das italienische Visum eine Erwerbstätigkeit erlaubt», erklärt Alessandro Cianci. «Für diese aktiven Berufsleute ist die Schweiz zwangsläufig weniger attraktiv, doch sie punktet mit vielen anderen Vorzügen.»

Aus dem Französischen übersetzt von Yolanda Di Mambro

L'industrie suisse de l'armement jouera sa crédibilité dans les urnes

Commerce de guerre Corseté par la politique de neutralité, le secteur est aux abois. Le Conseil fédéral et la droite veulent lui donner une plus grande marge de manœuvre, la gauche s'y oppose. La population aura le dernier mot.

Florent Quiquerez Berne

C'est une situation paradoxale. Alors que la géopolitique mondiale est bouleversée par la guerre en Ukraine d'un côté et le conflit au Proche-Orient de l'autre, l'industrie suisse d'armement risque de perdre des parts de marché. En cause? La neutralité. La loi fédérale sur le matériel de guerre interdit en effet l'exportation et la réexportation d'armement fabriqué en Suisse vers des pays impliqués dans des guerres.

Faut-il faire des exceptions? Le Conseil fédéral le souhaite. Et il est suivi par la majorité bourgeoise du parlement, qui a accepté des assouplissements en décembre dernier. Cette question sera toutefois tranchée par la population, puisque le référendum lancé par la gauche et diverses ONG a abouti. Il sera d'ailleurs officiellement déposé vendredi. De quoi augurer une campagne tendue en vue du scrutin qui devrait avoir lieu cette année.

Complicé avec l'Allemagne et avec les États-Unis

L'industrie suisse d'armement est-elle si mal en point? On pourrait en douter en consultant les chiffres 2025, publiés en mars. L'an dernier, les entreprises suisses ont exporté pour 948,2 millions de matériels de guerre. Soit une hausse de 43% depuis 2024.

Si l'Allemagne est le principal importateur, avec un montant de 386,4 millions, il est suivi des États-Unis (94,2 millions), comme le précise le Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Deux pays sur lesquels il faut s'arrêter un instant pour comprendre les difficultés qui pourraient se poser à la Suisse.

Retour en 2022. Alors que l'Europe cherche à soutenir l'Ukraine, l'Allemagne demande par deux fois à la Suisse de lui permettre de réexporter des munitions pour permettre à Kiev de répondre aux attaques russes. À chaque fois, Berne refuse, provoquant l'ire de Berlin. Dans des circonstances similaires, la Suisse dira aussi non à des requêtes venues d'Espagne, du Danemark et des Pays-Bas. Ce qui aura des conséquences.

En 2023, Amsterdam dit renoncer à acquérir de l'armement suisse. En 2024, c'est au tour de Berlin d'écrire à l'Office fédéral de l'armement (ArmaSuisse) pour l'informer que les entreprises suisses seraient désormais



La Suisse exporte surtout des munitions et des véhicules blindés. Ici, l'entreprise Mowag en Thurgovie. Urs Jaudas

exclus de certains achats militaires allemands.

Si les rapports sont depuis compliqués avec l'Allemagne, ils le sont désormais aussi avec les États-Unis. Le 20 mars, le Conseil fédéral indiquait qu'il n'autorisait plus les exportations de matériel de guerre vers les États-Unis en raison de la participation du pays dans le conflit en Iran. Là aussi, les règles en matière de neutralité étaient brandies.

Des exceptions pour 25 pays?

C'est dans ce double contexte-là qu'il faut analyser la volonté du gouvernement et du parlement de changer les règles. Actuellement, selon la loi, la Suisse ne peut pas exporter des armes fabriquées dans le pays vers des nations impliquées dans une guerre ou qui commettent des violations manifestes des droits humains. Les acheteurs doivent ainsi signer une déclaration de non-réexportation, et demander la permission de réexporter. Des changements entrés en vigueur en 2021: il s'agissait alors d'un contre-projet à l'initiative «correctrice», qui ne voulait plus que

des armes suisses se retrouvent dans des pays en guerre civile.

En 2024, le Conseil fédéral a toutefois demandé au parlement de lui accorder le droit de déroger exceptionnellement à ces règles. La majorité bourgeoise a même décidé d'aller plus loin. Pour 25 pays, les exportations d'armes seront automatiquement accordées, même s'ils sont impliqués dans un conflit, et la déclaration de non-réexportation a été rayée. Il s'agit surtout de pays européens, auxquels s'ajoutent l'Argentine, l'Australie, le Canada, le Japon, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. La révision de la loi prévoit toutefois un droit de veto du Conseil fédéral, quand il s'agit de l'intérêt national de la Suisse.

«Politique trop restrictive»

Au parlement, le débat a été houleux sur ces changements. Il suffit de se plonger dans les procès-verbaux de l'époque pour s'en rendre compte.

Selon Jean-Luc Addor (UDC/VS), il s'agit «d'assurer la défense de la Suisse» ainsi que «la sécurité économique» de l'industrie de l'armement. «Il faut des

règles réalistes au regard de la situation internationale, et compréhensibles pour les partenaires étrangers», ajoutait alors Heinz Theiler (PLR/SZ). Nicole Barandun (Le Centre/ZH) évoquait la «crédibilité» de la Suisse vis-à-vis de partenaires. «La politique actuelle est trop restrictive, l'industrie d'armement suisse ne peut pas vivre exclusivement du marché helvétique», complétait Beat Flach (PVL/AG).

La gauche et les ONG vent debout

La gauche, elle, dénonçait cette tentative de la droite de revenir sur des acquis. «Par les temps qui courent, il s'agit surtout de gagner beaucoup d'argent», fustigeait Pierre-Alain Fridez (PS/JU). Clarence Chollet (Les Verts/NE) dénonçait «une perspective industrielle au lieu d'humanitaire», d'autant plus que le projet, sans clause rétroactive, ne permettrait pas d'aider l'Ukraine. Gerhild Andrey (Les Verts/FR) parlait d'une «Lex industrie» plutôt que d'une «Lex Ukraine».

À quelques jours du dépôt du référendum, les opposants,

Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA) en tête, sont prêts à en découdre. «En 2021, grâce à l'initiative correctrice, des critères clairs et transparents pour les exportations de matériel de guerre ont enfin été inscrits dans la loi, rappelle Pauline Schneider, figure romande du GSSA. Que la majorité bourgeoise soutenue par le lobby des armes veuille revenir en arrière sur un contre-projet qu'elle a elle-même voté il y a à peine cinq ans est inacceptable.»

Ne craint-elle pas que le contexte sécuritaire joue contre eux? «Au contraire, les chiffres 2025 des exportations d'armes montrent bien que ces restrictions ne menacent pas l'industrie suisse, rétorque Pauline Schneider. Nous devons plus que jamais nous assurer qu'aucune arme suisse ne se retrouve dans des pays en proie à la guerre civile, comme ce fut le cas au Yémen ou en Syrie.» Et d'ajouter que le bellicisme de Trump pourrait aider leur campagne. «Je suis convaincue que la population ne souhaite pas voir de matériel suisse dans la guerre qu'il mène en Iran.»

Pourquoi la défaite de Viktor Orbán est un tournant pour l'Europe

Élection en Hongrie La victoire de Péter Magyar, après seize ans de pouvoir national-conservateur, rebat les équilibres européens, entre soulagement à Bruxelles et revers pour Moscou.

Théophile Simon

Avec la lourde défaite électorale de Viktor Orbán, dimanche, l'Europe pousse un soupir de soulagement. L'extrême droite européenne perd l'un de ses principaux représentants à Bruxelles, laissant la place à un nouveau dirigeant, Péter Magyar, dont la ligne se veut proeuropéenne, favorable à l'État de droit et hostile au Kremlin. Après seize ans de pouvoir du Fidesz, le vent de l'histoire a tourné à Budapest.

«Tous les Hongrois sentent dans leur cœur que cette victoire est le signal que la Hongrie est de retour en Europe. Et la Hongrie va être un allié solide de l'Union européenne», a promis Péter Magyar dimanche soir, face à ses partisans massés sur les rives du Danube.

Parmi la foule retentissait un slogan scandé lors de la révolution antisoviétique de 1956 et à la fin des années 80: «Russes, rentrez chez vous!» Une allusion aux liens étroits tissés par le Fidesz avec le Kremlin, y compris après l'invasion de l'Ukraine en 2022.

«Véritablement historique»

Pour le chercheur Pawel Zerka, du Conseil européen pour les relations internationales (ECFR), la chute de Viktor Orbán est un «moment véritablement historique» à l'échelle du Vieux-Continent. «L'enjeu dépasse largement le pays, car, malgré sa taille, la Hongrie disposait d'un poids politique considérable au sein de l'Union européenne, notamment en matière de politique étrangère, où chaque pays dispose d'un droit de veto», explique-t-il.

«Qu'il s'agisse du soutien à l'Ukraine, des sanctions contre la Russie, de l'influence chinoise ou de l'élargissement de l'UE, Budapest faisait planer une incertitude constante sur la capacité des Européens à agir de manière unie. Ces inquiétudes appar-

«Moscou a investi énormément, pendant des années, dans sa relation avec la Hongrie et avec Viktor Orbán. Tout est désormais à revoir.»

Rostyslav Khotin
Corédacteur en chef de Radio Free Europe/Radio Liberty

tiennent désormais au passé.» Le déluge de messages de félicitations adressés à Péter Magyar à travers l'Europe témoigne de l'importance de la bascule hongroise. Ursula von der Leyen s'est réjouie de voir «le cœur de l'Europe battre un peu plus fort». Donald Tusk a salué «la Hongrie, la Pologne et l'Europe, de nouveau ensemble!» Le Britannique Keir Starmer a évoqué un «moment historique pour la démocratie européenne».

Déception réactionnaire

Le camp réactionnaire, lui, fait grise mine. Le porte-parole du Kremlin s'est contenté d'un bref message appelant à des relations «pragmatiques» avec la Hongrie. Donald Trump, qui avait dépêché son vice-président, J. D. Vance, à Budapest cinq jours avant le scrutin, ne s'est pas exprimé.

La mouvance trumpiste perd ainsi sa tête de pont en Europe. Ces dernières années, Budapest a accueilli à plusieurs reprises l'édition européenne de la Conservative Political Action Conference, attirant figures et intellectuels de la droite dure transatlantique, comme Tucker Carlson, Candace Owens ou du proche de J. D. Vance Rod Dreher. Ce dernier s'est installé en Hongrie en 2022.



Péter Magyar, chef du parti conservateur proeuropéen Tisza, s'adresse à la foule sur les rives du Danube avec le parlement en arrière-plan, dimanche soir. Ferenc Isza/AFP

Pour le Kremlin, la défaite est quasi-stratégique. «Le plus grand perdant de cette élection, c'est la Russie», pointe Rostyslav Khotin, l'un des rédacteurs en chef de Radio Free Europe/Radio Liberty à Prague. «Moscou a investi énormément, pendant

des années, dans sa relation avec la Hongrie et avec Viktor Orbán. Tout est désormais à revoir.»

La défaite de Viktor Orbán jette désormais le doute sur la capacité des forces eurosceptiques à faire de l'échéance de 2027, marquée par des élec-

tions majeures en France, en Pologne, mais aussi en Italie et en Espagne, un véritable tournant politique. Marine Le Pen et Jordan Bardella, qui espèrent faire émerger une «nouvelle majorité qualifiée» à Bruxelles, voient notamment s'éloigner la perspec-

tive d'un basculement de l'Union européenne en faveur de l'extrême droite.

«Un mandat proeuropéen»

Reste maintenant à voir si Péter Magyar tiendra ses promesses proeuropéennes. Le doute est

permis, tant sa trajectoire politique s'est longtemps inscrite dans l'orbite de Viktor Orbán. Juriste de formation, il a occupé plusieurs fonctions au sein de l'appareil d'État et d'entreprises publiques sous les gouvernements Fidesz. Il a égale-



Des partisans de Péter Magyar ont célébré la victoire de leur candidat dans les rues de Budapest. Ferenc Isza/AFP



Le premier ministre actuel, Viktor Orbán, entouré de son équipe, a publiquement reconnu sa défaite dans les urnes. Attila Kisbenedek

ment été marié à Judit Varga, ancienne ministre de la Justice et figure de premier plan du pouvoir orbanien.

Sa rupture avec ce dernier est récente: il quitte le Fidesz en février 2024 dans le sillage du scandale lié à une grâce prési-

dentielle controversée. Il a ensuite fondé son propre mouvement et s'est imposé comme un critique virulent du système qu'il servait encore quelques mois plus tôt.

Pawel Zerka mise sur la sincérité du nouveau premier mi-

nistre hongrois. «Magyar est investi d'un mandat proeuropéen. Son électorat l'est clairement, et même parmi les électeurs du Fidesz, les positions sont plus nuancées que celles de Viktor Orbán. Nos sondages montrent qu'une majorité de Hongrois restent attachés à l'UE. Sur les grandes orientations vis-à-vis de l'Europe, des États-Unis, de la Russie ou de la Chine, il est donc légitime de lui faire confiance pour tenir promesse», juge l'expert polonais.

Pas de baguette magique

Les choses se compliquent toutefois à propos de l'Ukraine. «Les électeurs de Magyar voient certes Kyiv comme un allié, mais ils restent divisés, voire sceptiques, sur des questions concrètes comme l'aide financière ou l'adhésion de l'Ukraine à l'UE. La Hongrie ne deviendra sans doute pas un acteur très pro-ukrainien. Tout dépendra de ce que Bruxelles exigera en échange. Cela se jouera dans les détails», avertit Pawel Zerka.

Lors d'une conférence de presse, lundi, Péter Magyar a rappelé sa position sur l'adhésion de l'Ukraine à l'UE: «Il s'agit d'un pays en guerre, il est totalement exclu que l'UE admette un pays en guerre», a-t-il déclaré, ajoutant que l'Ukraine doit suivre la même procédure d'adhésion que les autres pays, ce qui, selon lui, ne se produira pas dans les dix prochaines années.

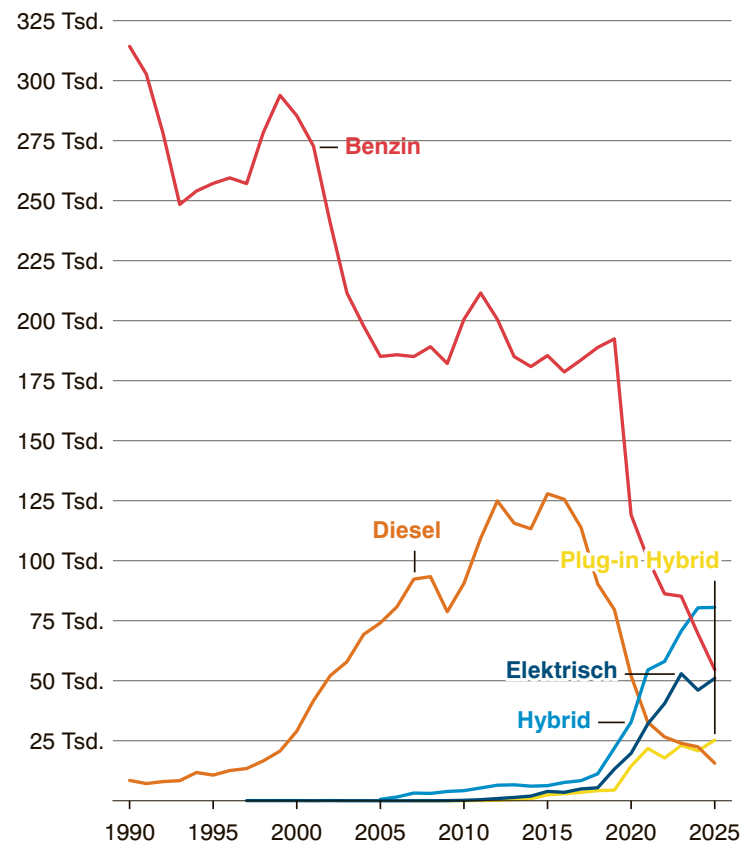
Rostyslav Khotin estime, pour finir, que la chute de Viktor Orbán ne doit pas être mal interprétée à Bruxelles. «L'agenda politique conservateur reste là, prévient-il. Si les partis traditionnels ne s'emparent pas sérieusement de sujets comme l'immigration ou d'une transition verte déconnectée des réalités énergétiques, ils laisseront un espace que l'extrême droite continuera d'exploiter.»



Voll-selbstständiges Fahren (überwacht) ist in den Niederlanden neu zugelassen. Foto: Clara Neugebauer

Elektrische Autos werden beliebter

Anzahl der neu zugelassenen Personenwagen pro Jahr; nach Art des Antriebs



Grafik: met / Quelle: Bundesamt für Statistik, Swiss E-Mobility

Tesla darf nun in Europa autonom fahren

Meilenstein für US-Autohersteller Die Niederlande lassen erstmals Autopiloten auf ihre Strassen – ein Dominoeffekt in der EU könnte folgen. Was Autofahrerinnen und Autofahrer in der Schweiz jetzt dazu wissen sollten.

Jon Mettler

Aus Sicht von Teslas Konzernchef Elon Musk ist es ein wichtiger Meilenstein: Als erstes Land der Europäischen Union haben die Niederlande in der Nacht auf Samstag dem US-Autohersteller die Bewilligung für voll-selbstständig fahrende Fahrzeuge (überwacht) erteilt.

Diese nutzen künstliche Intelligenz, Kameras und spezielle Datennetze, um das Fahrzeug möglichst selbstständig durch den Strassenverkehr zu lenken. Die Fahrerin oder der Fahrer muss den Wagen aber ständig beaufsichtigen, um eingreifen zu können. Aktuell ist die Technologie nur in den USA, in Kanada, China, Mexiko, Puerto Rico, Südkorea, Australien und Neuseeland erlaubt.

Welchen Einfluss hat die Zulassung aus den Niederlanden auf den Rest Europas? Und welche Regeln gelten in der Schweiz?

— Was bedeutet der Entscheid aus den Niederlanden mit

der erteilten Bewilligung für Europa?

Der Schritt gilt als Türöffner für den gesamten Kontinent. Weil die EU-Staaten solche nationalen Zertifizierungen gegenseitig anerkennen können, hofft der US-Autobauer auf einen Dominoeffekt. Konkret rechnet Tesla damit, dass weitere EU-Länder das voll-selbstständige Fahren bereits im Sommer 2026 erlauben. Das teilte das Unternehmen im März auf der Onlineplattform X mit.

Um die Behörden zu überzeugen, absolvierte Tesla ein Testprogramm mit über 1,6 Millionen gefahrenen Kilometern auf europäischen Strassen.

— Ist diese Technologie nun auch für Strassen in der Schweiz zugelassen?

In der Schweiz nimmt die Zahl von neu zugelassenen Elektroautos zu. Deshalb hat der Bundesrat per 1. März des vergangenen Jahres neue rechtliche Leitplanken für das autonome Fahren gesetzt.

Bevor Autofahrer voll-selbstständiges Fahren nutzen können, braucht es eine Genehmigung für ganz bestimmte Einsatzgebiete. Die Zulassung erteilt das Bundesamt für Strassen (Astra). Ebenfalls eine ausdrückliche Bewilligung ist für sogenannte «Hands off»-Funktionen nötig, also Fahren ohne Hände am Steuer.

— Welche Formen von hochautomatisiertem Fahren sind in der Schweiz erlaubt?

Das neue Gesetz beschränkt sich auf drei klar umrissene Nischen. Erstens dürfen Autos in speziell dafür ausgerüsteten und signalisierten Parkhäusern komplett selbstständig manövrieren.

Zweitens erlaubt der Bund den Autobahnpiлотen, der das Beschleunigen, Bremsen und Lenken auf der Strasse übernimmt. Drittens sind führerlose Fahrzeuge auf fest vorgegebenen Routen zulässig, sofern eine Fachperson in einer Zentrale den Wagen aus der Ferne überwacht und bei Problemen eingreift. Völlig autonome Robotaxis im

städtischen Umfeld ohne Lenkrad und Fahrersitz sind weiterhin nicht zugelassen.

— Darf ich in der Schweiz während der Fahrt am Handy tippen oder Zeitung lesen?

Hier warnt die Eidgenossenschaft unmissverständlich: Auch wenn ein Autobahnpiлот aktiv ist, bleibt das Zurücklehnen mit strengen Auflagen verbunden. Zwar entfällt die Pflicht, den Verkehr permanent zu beobachten. Aber man muss jederzeit eingreifen können, wenn das Auto – etwa vor einer Baustelle oder beim Verlassen der Autobahn – per akustisches Warnsignal dazu auffordert.

Das Astra stellt klar, dass Nebentätigkeiten, die ein schnelles Reagieren behindern, untersagt bleiben. Dazu gehören das Lesen einer Zeitung oder das Schreiben von Handynachrichten. Zudem muss das Sichtfeld stets frei bleiben.

— Wer haftet, wenn es in der Schweiz beim

autonomen Fahren zu einem Unfall kommt?

Für die Unfallopfer ändert sich nichts: Im Schadensfall springt wie gewohnt zuerst die obligatorische Haftpflichtversicherung des Fahrzeughalters ein und deckt die Kosten.

Interessant wird es bei der Suche nach dem Verursacher, wie die Advokatur Notariat Lemann, Walz & Partner mit Sitz in Bern auf ihrer Website erläutert. Macht ein zugelassener Autobahnpiлот einen Fehler, können die Versicherer künftig den Autohersteller zur Kasse bitten.

Hat der Mensch am Steuer jedoch einen Warn-Piepston ignoriert oder war das Fahrzeug unzureichend gewartet, bleibt die Verantwortung bei der Fahrerin respektive beim Halter.

Bei rechtlichen Streitigkeiten dient künftig eine Art «Black-box» (der elektronische Fahrmodusspeicher) als Beweismittel: Sie zeichnet lückenlos auf, ob im Moment des Aufpralls der Mensch oder die Maschine das Sagen hatte.

Un demi-million de tonnes de moins de gaz à effet de serre annuel en 2024

ENVIRONNEMENT La Suisse poursuit sa réduction de consommation. Pour la première fois, des émissions négatives sont prises en compte grâce à un projet de l'École polytechnique de Zurich

ATS

En un peu plus de trente ans, de 1990 à 2024, la Suisse a réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 27,3%, d'après l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). Le secteur du bâtiment enregistre la plus importante diminution.

Au total, la Suisse a émis 40,1 millions de tonnes d'équivalents CO₂ en 2024, soit environ 0,5 million de moins qu'en 2023, d'après l'inventaire suisse des gaz à effet de serre publié lundi par l'OFEV. L'inventaire sera remis au Secrétariat de l'ONU sur les changements climatiques.

Le bâtiment en tête

Les émissions liées au secteur du bâtiment sont celles qui ont le plus diminué, de 47% par rapport à 1990. En cause, la «forte hausse du nombre de pompes à chaleur installées ces dernières années», selon l'OFEV. Les émissions du

secteur de l'industrie se sont élevées en 2024 à 8,9 millions de tonnes d'équivalents CO₂. Soit environ 33% de moins qu'en 1990.

Pour la première fois, l'inventaire prend en compte les émissions négatives produites par l'industrie. Il s'agit de 705 tonnes de CO₂. Dans le cadre d'un projet de recherche de l'EPFZ avec la société Neustark, quelques tonnes de CO₂ ont été captées dans une installation de biogaz et stockées durablement dans du béton recyclé, a expliqué un porte-parole de l'OFEV. La société a fourni à l'OFEV les données nécessaires à la déclaration dans l'inventaire.

La prise en compte des émissions négatives est prévue dans les rapports sur le climat des pays au titre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et est ouverte à tous les pays, précise l'OFEV. A ce jour et «à notre connaissance, aucun autre pays n'a déclaré d'émissions négatives dans son inventaire des gaz à effet de serre au titre de l'Accord de Paris», souligne le porte-parole.

Les émissions générées par le secteur des transports ont atteint 13,4 millions de tonnes d'équiva-

lent CO₂ en 2024. Elles ont été inférieures de presque 10% à celles de 1990, en partie grâce à une utilisation accrue des biocarburants.

L'agriculture stagne

Enfin, les émissions causées par l'agriculture n'ont pas évolué en 2024. Elles sont à 6,6 millions de tonnes d'équivalent CO₂. «Les émissions de gaz à effet de serre synthétiques, comme les fluides frigorigènes, et les émissions provenant de la gestion des déchets sont restées quasiment inchangées par rapport à celles de 2023», relève l'OFEV. Les autres émissions sont à 8,9 millions de tonnes d'équivalent CO₂, soit 13% de moins par rapport à 1990.

Au total, le secteur des transports est celui qui est responsable de la majorité des émissions suisses de gaz à effet de serre, soit de 33,5% du total des émissions. Il est suivi par le secteur de l'industrie (22,3%) et des bâtiments (22%).

A noter que les émissions du transport aérien et maritime sont présentées de manière séparée, conformément aux directives de l'ONU (5,5 millions de tonnes d'équivalent CO₂). ■